



Conseil des affaires générales (Cohésion)
Bruxelles, le 22 novembre 2022

Président: Ivan Bartoš, vice-Premier ministre tchèque chargé de la transformation numérique et ministre du développement régional

La session commencera à 10 heures.

Le Conseil procédera à un échange de vues sur les incidences à long terme de la politique de cohésion sur les régions de l'UE et approuvera des conclusions sur la politique de cohésion.

Une conférence de presse aura lieu à l'issue de la session (vers 13 h 15).

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires générales \(Cohésion\), 22 novembre](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Incidences à long terme de la politique de cohésion sur les régions de l'UE

Les ministres tiendront un débat d'orientation sur les incidences à long terme de la politique de cohésion sur les régions de l'UE.

Dans sa note d'information pour le débat, la présidence souligne que la politique de cohésion constitue un levier essentiel pour promouvoir une convergence à long terme au sein de l'UE. Comme l'a mis en évidence le 8^e rapport sur la cohésion, cette politique a effectivement contribué à réduire les écarts économiques entre les régions et les États membres plus développés et moins développés. Elle a également montré son adaptabilité, notamment en réorientant les financements au sein des programmes existants et en prévoyant des financements supplémentaires pour soutenir le processus de relance des régions de l'UE dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Au cours des dernières décennies, les modalités de gouvernance des programmes ont également évolué.

En ce qui concerne l'avenir, l'UE est confrontée à un certain nombre de défis dus aux changements démographiques et technologiques ainsi qu'aux transitions numérique et écologique, qui entraîneront probablement de nouvelles disparités.

Dans ce contexte, les ministres seront invités à faire part de leurs points de vue sur les principaux objectifs et principes de la politique de cohésion, sur la valeur ajoutée de la politique de cohésion par rapport à d'autres politiques et instruments de l'UE, et aux cadres nationaux, ainsi que sur d'éventuels ajustements de cette politique afin de renforcer la réalisation de ses principaux objectifs et de relever les défis auxquels elle sera confrontée.

[Note d'information pour le débat](#)

Conclusions du Conseil sur la politique de cohésion

Le Conseil devrait approuver des conclusions sur la politique de cohésion.

Ces conclusions présenteront une évaluation générale du rôle de la politique de cohésion dans la promotion du développement régional dans l'UE, des principaux points forts et faiblesses en matière de mise en œuvre ainsi que des perspectives d'avenir possibles.

Les conclusions sont divisées en plusieurs parties, chacune étant consacrée à un aspect différent de la politique de cohésion, notamment la valeur ajoutée de cette politique, son rôle dans la gestion des crises récentes, les éléments territoriaux ainsi que l'avenir de cette politique pour l'après-2027. Elles mettent l'accent sur les principaux avantages de la politique de cohésion, comme le fait qu'elle génère, pour chaque euro dépensé, un PIB supplémentaire estimé à 2,7 euros au niveau de l'UE. Le Conseil propose par ailleurs des domaines dans lesquels des améliorations sont possibles, par exemple la simplification et l'harmonisation des règles, la prévention des chevauchements avec d'autres programmes de l'UE et la nécessité de tenir compte des spécificités de chaque région.

[Projet de conclusions du Conseil sur la politique de cohésion](#)